

Réponse de SRR à la consultation publique de l'ARCEP sur des attributions temporaires de fréquences pour le rétablissement et le renforcement capacitaire des réseaux mobiles ouvert au public à Mayotte
Version publique

Préambule

Comme indiqué par l'Autorité, le département de Mayotte a été dévasté par le passage du cyclone Chido le 14 décembre dernier.

L'ampleur des dégâts sur les infrastructures telecoms, la très forte incertitude sur les possibilités de rétablissement des lignes cuivre et la pression capacitaire qui en découlent sur les réseaux mobiles nécessitent **que des dispositions soient prises dans les plus brefs délais pour permettre la fourniture par les réseaux mobiles de services téléphonique et d'accès mobile à THD sur l'ensemble de l'archipel** dans l'attente notamment du déploiement d'un réseau filaire à très haut débit.

Dans ces circonstances exceptionnelles, SRR demande à l'ARCEP d'autoriser :

- l'utilisation des fréquences en bandes 900/1800/2100 sur la base, non pas du seul spectre disponible jusqu'au 30 avril 2025, mais également du résultat des appels à candidatures lancés le 17 juillet 2024 et modifiés le 24 juillet 2024 consécutivement au retrait, par la décision de sanction n° 2024-1453 du 28 juin 2024, des droits d'utilisation des fréquences attribuées à la société Maore Mobile en bandes 900 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz ;
- l'attribution des 15 MHz en bande 2600 pour lesquels les droits d'utilisation ont également été retirés à Maoré par la décision de sanction susvisée pour une durée équivalente à celle des AUF délivrées en novembre 2016 ; et
- l'attribution de fréquences dans la bande 3,4-3,8 GHz pour une durée minimale de 5 ans.

(i) S'agissant de la bande 900 MHz avec 3,6 MHz duplex disponibles jusqu'au 30 avril 2025

SRR confirme le besoin en spectre additionnel en bande 900 MHz avant le 1^{er} mai 2025, date à laquelle les attributions d'autorisations d'utilisation de fréquences prévues par la décision n°2024-1369 du 25 juin 2024 de l'ARCEP entreront en vigueur.

SRR estime néanmoins **que la quantité proposée** de 3,6 MHz qui correspond au retrait par l'ARCEP des fréquences de la société Maore Mobile en application de la décision susvisée¹ **est insuffisante pour pouvoir être exploitée en 3G.**

SRR demande que lui soient substitués les résultats de la procédure d'enchères telle que prévue par la décision 2024-1369 du 25 juin 2024 au terme de laquelle SRR s'est vu attribuer à compter du 1^{er} mai 2025 **15 MHz duplex dont 5 MHz** correspondant :

- à 3,4 MHz compte tenu du retrait des fréquences par l'ARCEP à la société Maoré Mobile ;
- et à 1,6 MHz attribués à la société Maoré Mobile jusqu'au 30 avril 2025 dans le cadre de la procédure lancée par l'arrêté du 30 juillet 2021 relatif aux modalités et aux conditions

¹ Retrait des droits d'utilisation sur 3,4 MHz en bande 900 à Maore

d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 900 MHz à Mayotte et qui ne fait à date l'objet d'**aucune utilisation effective**² par Maore.

Dès lors, en réponse à la question n°1, **SRR confirme qu'elle souhaite se voir attribuer de manière anticipée 5 MHz duplex dans les blocs 900-905 Mhz et 945 – 950 MHz** en sus des 10 MHz duplex détenues jusqu'au 30 avril 2025 dans les blocs 905-915 MHz et 950-960 MHz.

De plus, SRR souhaite que le positionnement de cette attribution anticipée s'effectue conformément aux dispositions du II.3.7 du Document II en annexe à la décision n°2024-1369 de l'ARCEP à savoir :

- une détermination par l'ARCEP permettant la contiguïté des fréquences ; et
- un arbitrage « *entre plusieurs positionnements établi sur l'ordre des portefeuilles obtenus à l'issue de la phase de sélection, conformément à leur numérotation dans la partie II.3.3 du présent document, en commençant par le lauréat du portefeuille n°1* ».

En réponse à la question n°2, **SRR confirme que l'utilisation anticipée de 5 MHz nécessitera un réaménagement rapide des fréquences en bande 900** déjà attribuées à Orange et Telco OI. Le positionnement souhaité par SRR lauréate du portefeuille n°1 correspondant aux blocs **900-915 MHz et 945-960 MHz**. Elle souhaite, pour ce faire, que l'ARCEP puisse définir à brève échéance un rétroplanning³ de telle sorte que ledit réaménagement puisse être effectif dans un délai compatible avec l'urgence de la situation.

Enfin, en réponse à la question n°3 sur la durée de ces autorisations temporaires, **SRR est favorable à ce qu'elles soient délivrées temporairement jusqu'au 30 avril 2025**, date à partir de laquelle les AUF résultant de la procédure prévue par la décision n°2024-1369 entreront en vigueur.

(ii) S'agissant de la bande 1800 Mhz et 2100 MHz avec respectivement 20 MHz et 15,6 MHz duplex disponibles jusqu'au 30 avril 2025

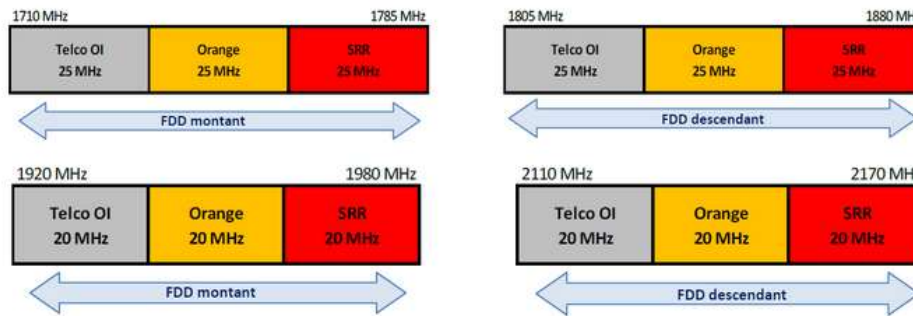
SRR confirme le besoin en spectre additionnel en bandes 1800 et 2100 MHz avant le 1^{er} mai 2025, date à laquelle les attributions d'autorisations d'utilisation de fréquences dans ces deux bandes prévues par la décision n°2024-1369 entreront également en vigueur.

Elle relève en outre que les quantités proposées sont issues du retrait par la décision de sanction de l'ARCEP n° 2024-1453 des droits d'utilisation des fréquences attribuées à la société Maore Mobile auxquels s'ajoutent 0,8 MHz de bandes de garde dans la 2100 MHz.

A l'instar des précédents développements en bande 900, SRR que les résultats de la procédure (quantité et positionnement) prévue par la décision n°2024-1369 soient mis en œuvre. Ainsi, comme indiqué par l'ARCEP dans son communiqué de presse du 21 novembre 2024, « *la quantité de fréquences disponibles en bande au 1^{er} mai 2025 étant égale à la quantité nécessaire pour atteindre les quantités souhaitées par l'ensemble des candidats qualifiés, et aucun candidat n'ayant formulé les mêmes choix de positionnement, il n'y a pas lieu de procéder à la phase d'enchères principale pour l'attribution des bandes 1800 MHz et 2,1 GHz. Les résultats finaux des procédures d'attribution pour les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz à Mayotte, en tenant compte des fréquences que les lauréats détiennent déjà et qui resteront dans leur patrimoine après le 1er mai 2025, sont les suivants* :

² Réseau Maore mobile éteint depuis le 8 février 2023 -source Décision de sanction page 29

³ Une opération de réaménagement peut se faire en une journée en coordination avec Orange et Telco OI



Dès lors, en réponse à la question n°1, SRR confirme qu'elle souhaite détenir de manière anticipée dans la bande 1800 MHz **10 MHz duplex dans les blocs 1760 – 1770 MHz et 1865-1875 MHz** en sus des 15 MHz duplex détenues jusqu'au 30 avril 2025 et **5,2 MHz dans les blocs 1960-1965 et 2150-2155 avec les bandes de garde** en sus des 14,8 MHz en bande 2100 tel que défini supra par l'ARCEP.

De plus, en réponse à la question n°2, SRR souhaite indiquer que **l'utilisation anticipée des fréquences en bande 1800 et 2100 MHz ne générera à son niveau qu'une intervention mineure de rajout de spectre contigus au patrimoine fréquentiel d'ores et déjà détenus.**

Enfin, en réponse à la question n°3 sur la durée de ces autorisations temporaires, **SRR est favorable à ce qu'elles soient délivrées temporairement jusqu'au 30 avril 2025**, date à partir de laquelle les AUF résultant de la procédure prévue par la décision n°2024-1369 entreront en vigueur.

(iii) S'agissant de la bande 2,6 GHz FDD avec 15 MHz duplex sont disponibles

SRR confirme le **besoin en spectre additionnel en bande 2600 MHz FDD qui est une bande permettant le déploiement de capacités importantes notamment en zones denses.**

Les fréquences 2600 MHz présentent en effet des caractéristiques complémentaires à la bande 800 MHz pour la fourniture d'un accès mobile à très haut débit. Privilégiées en zones urbaines avec un maillage plus dense et des antennes à portée plus réduite, ces fréquences comprennent une quantité de fréquences relativement grande, rendant possible la mise à disposition de capacités importantes pour l'acheminement du trafic et permettant ainsi une utilisation intensive du réseau.

Elle relève en outre que la quantité proposée est issue du retrait par la décision de sanction de l'ARCEP n° 2024-1453 des droits d'utilisation des fréquences attribuées à la société Maore Mobile et propose qu'elle soit partagée avec Orange et Telco OI à hauteur de 5 MHz duplex par opérateur.

Ainsi, en réponse à la question n°1, SRR confirme qu'elle souhaite détenir **5 MHz dans les blocs 2520-2525 et 2680-2685 MHz** sur les 15 MHz disponibles en bande 2600 FDD en vue de lui permettre d'absorber l'utilisation intensive du réseau et de réduire la pression capacitaire et propose une répartition équitable entre les trois opérateurs du département.

De plus, en réponse à la question n°2, SRR **confirme que l'utilisation des fréquences en bande 2600 MHz nécessitera un réaménagement du patrimoine fréquentiel déjà attribué à Orange et Telco OI.** Elle souhaite pour ce faire que l'ARCEP définisse un rétroplanning avec des délais très courts⁴ de

⁴ A l'identique de la 900, une opération de réaménagement dans la 1800/2100 peut se faire en une journée en coordination avec Orange et Telco OI

telle sorte que ledit réaménagement puisse être effectif dans un délai compatible avec l'urgence de la situation.



Enfin, en réponse à la question n°3 sur la durée de ces autorisations temporaires, SRR est favorable à ce qu'elles soient délivrées non pas pour 3 ans comme proposé **mais jusqu'au 21 novembre 2036 correspondant à la date d'échéance du spectre en 2600 MHz FDD attribué à SRR en vertu de la décision n°2016-1525 du 22 novembre 2016.**

(iv) S'agissant de la bande 3,4-3,8 GHz

SRR confirme le **besoin en fréquences en bande 3,4-3,8 GHz en vue de permettre l'absorption de son trafic fixe à très haut débit issu des box4G et de ses clients xDSL pour lesquels le rétablissement même partiel du réseau cuivre demeure à date largement incertain.**

Ces fréquences doivent permettre d'utiliser la technologie LTE pour fournir des services fixes et mobile 5G et répondre aux besoins en accès à très haut débit des mahorais.

Néanmoins, nonobstant les 28 MHz qui lui sont attribués en vertu de la décision 2009-1148 jusqu'au 24 juillet 2026 de l'ARCEP pour la fourniture de services fixes de type BLR, SRR ne dispose d'aucune visibilité sur les quantités disponibles au-delà.

Ainsi, en réponse à la question n°1, **SRR confirme qu'elle souhaite se voir attribuer du spectre additionnel en bande 3,4-3,8GHz. Pour ce faire, SRR estime nécessaire que soit communiquées aux opérateurs :**

- la quantité de fréquences nécessaire pour répondre aux besoins des activités régaliennes ; et
- la quantité de spectre attribuable aux opérateurs, compatible avec leurs besoins et les contraintes en matière de limitation des brouillages.

Elle estime en outre indispensable que les quantités ainsi disponibles soient réparties de manière équitable entre les trois opérateurs.

S'agissant de la réponse à la question n°2, en l'absence d'élément sur le spectre disponible et les contraintes associées, SRR n'est pas en mesure d'y répondre.

Enfin, s'agissant de la réponse à la question n°3 sur la durée de ces autorisations temporaires, **SRR est totalement défavorable à ce qu'elles soient fixées à seulement 6 mois.**

[SDA]

En conséquence, SRR demande qu'une période minimale de 5 ans soit prévue pour la mise à disposition de ces fréquences.

(v) s'agissant de la bande 2,6 GHz TDD absente de la consultation

L'ARCEP a mené du 24 juin au 31 juillet 2024 une consultation publique sur la révision des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour les besoins professionnels permettant notamment d'étendre le dispositif à Mayotte :

Extrait

*« L'Arcep entend modifier les modalités d'attribution de la bande, notamment pour :
- étendre le dispositif d'attribution à l'ensemble des zones géographiques pour lesquelles l'Arcep est affectataire au sens du tableau national de répartition des bandes de fréquences (ci-après « TNRBF »), y compris aux territoires d'Outremer concernés, à savoir : La Réunion, Mayotte, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Martin, Saint - Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon ».*

Néanmoins, Mayotte a été exclu du dispositif définitif révisé dont les modalités ont été publiées le 19 décembre 2024 et seules des autorisations d'expérimentation sont à date envisageables dans cette bande.

Compte tenu notamment de la spécificité des équipements à déployer, SRR est favorable au maintien de ce régime d'autorisation afin de lui permettre de tester, le cas échéant, les services exploitables dans cette bande.

* *

*